



Lettre n° 12 du 9 décembre 2016

Au sommaire :

- **A Cuba, aussi, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes** - *Mónica Casanova*
- **Un tournant dans la mondialisation ou l'exacerbation des tensions entre les classes et les nations** *Daniel Minvielle*

A Cuba, aussi, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

La mort de Fidel Castro survient dans un monde en plein bouleversement, plongé dans une crise économique qui s'annonce autant si ce n'est plus dévastatrice que celle de 2008, l'élection de Trump, la fin sans gloire des régimes progressistes latino-américains de Chávez puis Maduro et Morales...

Une page est tournée, celle qui a suivi la vague révolutionnaire des luttes nationales des peuples opprimés contre les puissances coloniales et impérialistes à l'issue de la deuxième guerre mondiale dont la révolution cubaine a été un des flambeaux, révolution populaire sur un programme nationaliste radical par les méthodes de la lutte armée paysanne, de la guérilla.

Contrairement à la première vague révolutionnaire internationale qui avait suivi la première guerre mondiale, ces mouvements ne furent pas initiés et dirigés par la classe ouvrière, par des partis se revendiquant d'elle. Au mieux, le communisme n'était qu'une incantation enjolivant la politique de directions nationalistes petites bourgeoises. Les ravages de la contre-révolution stalinienne avaient fait leur sinistre travail.

Dans ce contexte la révolution cubaine a pu représenter un réel espoir par son dynamisme, par sa direction initialement indépendante du mouvement stalinien, et surtout par le défi qu'elle lançait aux USA, devenue la première puissance mondiale. Malheureusement, prisonnière de ses limites nationalistes, elle ne put échapper aux rapports de forces de l'époque.

Aujourd'hui, de l'enthousiasme qu'a pu susciter cette révolution et ses barbudos dans les années 60, il ne reste que la figure du Che, guérillero devenu symbole de la jeunesse rebelle sans frontières. Même si Fidel Castro bénéficie d'une popularité supérieure à celle de n'importe quel dirigeant impérialiste, il n'offrait plus avec son frère que

l'image d'hommes d'État auréolés d'un héroïsme passé, mythe au service d'une dictature entretenu par la propagande officielle...

Comment une révolution populaire, qui a tenu tête à son géant voisin, est ainsi devenue un régime en fin de vie, prisonnier du marché capitaliste après avoir été sous la coupe de l'URSS ?

Comprendre son histoire, c'est voir l'impasse du nationalisme, même camouflé en socialisme, avec à sa tête des dirigeants nationalistes radicaux comme Fidel Castro dont le projet d'État indépendant n'était pas un projet de renversement du capitalisme par la classe ouvrière elle-même. Revenir sur l'histoire de la révolution cubaine nous est utile pour dégager des perspectives en toute solidarité avec la lutte présente et passée du peuple cubain.

Une révolution populaire qui a défié l'impérialisme le plus puissant...

La révolution cubaine n'est pas née dans un ciel serein, mais au cœur d'une vague de luttes de décolonisation en Afrique, en Asie, qui a mis en mouvement des millions d'opprimés contre la domination des puissances colonisatrices. Ces peuples ont arraché leur indépendance et remodelé les rapports de forces dans le monde. Mais leur immense révolte a été canalisée dans une perspective nationaliste radicale qui a abouti à de nouveaux régimes bourgeois.

Dans ce mouvement des peuples opprimés, la révolution cubaine occupe par sa profondeur une place particulière. Elle a abouti à l'instauration durable d'une sorte de régime bonapartiste porté, soutenu, par le peuple qui avait renversé la dictature féroce à la solde des États-Unis. Le trait bonapartiste du régime castriste était d'autant plus marqué que le monde était alors polarisé par la Guerre froide entre les deux blocs antagonistes rivaux, les USA et

l'URSS, qui savaient cependant faire cause commune pour maintenir l'ordre mondial contre les peuples.

La révolution cubaine a su jouer de cet antagonisme pour trouver l'appui intéressé de l'URSS face à l'embargo américain.

Cuba, à la veille de la révolution, comme les autres pays d'Amérique latine, était pillée par des élites locales sous la mainmise des USA qui possédaient 90 % des mines, 50 % des terres, et contrôlaient 67 % des exportations. Les régimes successifs démocratiques ou dictatoriaux s'y maintenaient par la corruption, l'exploitation et la répression ; le racisme sévissait contre une population majoritairement noire et descendante d'esclaves.

Mais Cuba était loin d'être écartée de l'évolution du monde ; son histoire sociale était riche de luttes, de grèves politiques, de révoltes. Le mouvement ouvrier s'est organisé dans les villes, d'abord avec le Parti socialiste, puis autour du Parti communiste fondé en 1925. Mais à peine créé, dominé par le stalinisme et sans tradition de luttes, ce dernier prendra tous les virages imposés par Staline. En mars 1935, rallié à la politique des Fronts populaires, le PC trahit la grève générale et vante le rapprochement avec les USA de Roosevelt, allié de Moscou. En 1938, il soutient le gouvernement du commandant en chef de l'armée Batista; il aura même deux ministres dans son gouvernement de 1942 à 44. Il s'en prend aux trotskistes comme l'ouvrier boulanger noir Sandalio Junco, assassiné en 1942 par un commando de staliniens.

Déconsidéré auprès des masses, victime de la répression, il s'effondre peu à peu en perdant même ses positions au sein des directions syndicales.

Le désir de changement est pourtant irrépressible et monte en puissance dans les années d'après-guerre. Fidel Castro, jeune intellectuel issu d'un milieu aisé, commence à militer au Parti Orthodoxe aux tendances anti-communistes. C'est cette jeunesse organisée qui va occuper la place laissée libre par le PC dans une lutte radicale contre l'impérialisme et la dictature corrompue de Batista. C'est ainsi que naît le Mouvement du 26 Juillet, du nom d'une célèbre attaque de caserne le 26 juillet 1953 à Santiago par de jeunes militants armés aux cris de : « La Patrie ou la mort ! ». C'est lors de leur procès que leur leader, Fidel Castro marquera les esprits en assumant sa propre défense et en prononçant le fameux « Condamnez-moi. Cela m'est égal. L'histoire m'acquittera... ». L'audace de ces jeunes fait changer la peur de camp. Finalement amnistié grâce à une campagne de solidarité et exilé au Mexique, Fidel reviendra à bord du Granma en novembre 1956 avec 82 de ses compagnons - dont le Che - pour, à partir de la zone montagneuse de la Sierra Maestra, en s'appuyant essentiellement sur des paysans pauvres, libérer définitivement Cuba.

Castro souhaite que la lutte de guérilla des montagnes, décisive pour s'emparer du pouvoir à la tête de ses colonnes, soit seulement épaulée par la grève générale en ville. Car il se méfie de dirigeants, issus du monde syndical ou intellectuels progressistes, ne souhaitant pas être à la

botte de la guérilla. Le mouvement des villes subit une sévère défaite en 1957 ; ses deux principaux dirigeants, Frank País et José Antonio Echeverría sont assassinés par le régime. Dès lors, Castro réorganise son Mouvement dont il est désigné secrétaire général et il devient Commandant en Chef de toutes les forces armées et forces d'opposition à la dictature.

S'il fallait renverser le dictateur, il ne s'agissait pas d'en finir avec l'armée ni l'État. Le 28 décembre 1958, Castro rencontra le général Cantillo et obtint son soutien - vite trahi - contre Batista.

Quand le 31 décembre 58, le dictateur est contraint de fuir, vaincu militairement dans la Sierra par quelques guérilleros malgré l'aviation et les blindés mobilisés contre eux, la joie populaire éclate, c'est l'émeute à La Havane. Castro appelle à la grève générale totale pour appuyer l'avancée de l'armée révolutionnaire à travers l'île en liesse.

Dans le gouvernement civil provisoire aussitôt instauré, Castro et ses lieutenants n'ont aucun porte feuille. Le Président en est Urrutia, juge libéral modéré. Les ministères clés sont occupés par des hommes de loi et politiciens proches des milieux d'affaires pro-américains, faisant meilleure figure que des guérilleros venant de s'emparer du pouvoir par une lutte populaire armée, surtout pour négocier avec le grand voisin du Nord, ce qu'ils s'apprêtent à faire. Mais très vite, devant le refus des États-Unis de reconnaître le nouveau régime, le nouveau pouvoir entrera en crise et Castro remplacera le Premier ministre, les barbudos concentrant tout le pouvoir entre leurs mains.

Cuba prend alors des mesures radicales pour défendre sa révolution : réforme agraire, expropriations des grands propriétaires, nationalisations des raffineries et de toutes les entreprises américaines sur le territoire cubain. Ces mesures prises sous la pression de l'impérialisme ne constituent pas une « dynamique de transcendance de la révolution démocratique en révolution anticapitaliste » comme a pu l'écrire la IVème Internationale, ni la naissance d'un « État ouvrier ». Elles s'inscrivent dans une logique de rapport de forces qui conduira Castro à s'allier à la bureaucratie stalinienne.

Ce radicalisme refusant la soumission à l'impérialisme, comme la victoire contre Batista, sont possibles grâce au soutien, à l'intervention du peuple qui, à chaque étape, fait preuve de détermination, d'énergie, de courage, permettant à Castro de répondre par des mesures plus radicales pour s'émanciper de la tutelle américaine. C'est ce qui lui a valu un embargo inique qui dure encore et prive cette petite île de biens indispensables.

...mise sous la coupe de l'URSS

En 1961, en réponse au débarquement à la Baie des Cochons destiné à abattre le nouveau régime sous la houlette du démocrate Kennedy, Castro proclame la révolution « socialiste ». En 1965, son parti unique prend le nom de Parti Communiste.

L'hostilité des États-Unis et le contexte de la Guerre froide ont ainsi amené Cuba à se rapprocher puis à dépendre de

l'URSS, seul allié commercial et politique possible face aux États capitalistes, à partir du moment où les guérilleros limitaient la révolution à des objectifs nationalistes.

L'État issu de la révolution s'est alors bureaucratisé, coexistant avec l'armée patriote et la propriété, même si la bourgeoisie étriquée a souvent choisi l'exil aux USA, dans un contexte de Guerre froide puis de crise et de recul du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Le « socialisme » dont Castro s'est réclamé dans le sillage de l'URSS reposait sur le contrôle des moyens de production imposé par l'État issu de la révolution. Mais, limitée aux frontières nationales, elle n'a pu se débarrasser du sous-développement et échapper à la pression du marché mondial. Le régime a corseté l'initiative populaire à travers ses organisations dites « de masse » totalement contrôlées par l'Etat : le PCC, la CTC (syndicat unique), les organisations de femmes, de jeunesse, avec une phraséologie « marxiste léniniste » empruntée à la bureaucratie soviétique.

Pour la sauvegarde du pays, Castro a imposé, selon les aléas de la situation internationale, des politiques que la population a dû subir, attachée à la survie d'un régime qu'elle avait contribué à mettre en place, avec des coups de barre tantôt à droite ou à gauche, tout aussi antidémocratiques et autoritaires les uns que les autres.

Le virage vers l'encouragement à l'enrichissement privé a été accentué sous l'influence de Gorbatchev qui commença à libéraliser l'économie soviétique.

... contrainte de s'ouvrir au marché capitaliste

Avec la fin de l'URSS, c'était aussi une énorme aide économique et militaire qui disparaissait. Cuba a été contrainte de s'ouvrir vers le marché pour assurer le minimum de santé, d'éducation, gagnés par la révolution, et payer ses dettes vis-à-vis de l'impérialisme, dont la France. Aucun des tournants politiques du régime ne s'est vraiment attaqué au marché noir qui a survécu à la révolution, utilisé d'abord par les élites mais aussi par des Cubains moins privilégiés pour contourner la pénurie et le rationnement en profitant du contact avec des porteurs de devises étrangères (artisans taxis, hôtellerie, petit commerce...).

Un marché noir légal fut instauré en 1980 pour des produits excédentaires vendus à des prix fixés par l'État ; avec la corruption, leurs prix ont été 3 à 8 fois supérieurs au prix des produits rationnés.

Alors même que la population cubaine ne pouvait sortir de l'île, l'ouverture au marché capitaliste s'est accrue par le biais du tourisme à partir surtout de 1986. Le nombre de touristes est passé de 500 000 en 1997 à plus de 3 millions en 2014.

Le dollar fut alors légalisé, l'Etat créant lui-même des bureaux de change de devises étrangères pour les privilégiés qui en avaient, ce qui réduisit le marché noir de dollars dans la rue mais creusa l'inégalité déjà très grande entre ceux ayant accès aux devises, essentiellement citadins et blancs, et les populations noires des quartiers pauvres et des campagnes.

En 1992, la Constitution institua la fin du monopole d'État sur la propriété des moyens de production, permettant de transférer des propriétés à des entreprises privées, surtout dans le tourisme, autorisant la création d'entreprises de commerce extérieur publiques et semi-publiques pouvant importer et exporter librement avec l'aide de l'État et licencier les travailleurs « indisciplinés » ou « improductifs »... de l'État.

Le chômage, minime depuis les années 70, a atteint 18 % de la population active en 1992. La pauvreté ne cesse de progresser, une partie de la population plongeant dans les trafics : prostitution, délinquance, drogue... Les investissements étrangers sont restés rares et timides à cause de l'embargo aggravé par la loi dite Helms-Burton en 1996, mais aussi du fait que l'économie cubaine n'était pas jugée assez fonctionnelle ni sûre pour l'impérialisme car trop soumise au contrôle d'un État qui lui échappe encore. Mais pour combien de temps ?

Car aujourd'hui, les dirigeants les plus puissants de l'armée, encore appelée Forces armées révolutionnaires, sont les plus ouverts au capitalisme.

L'armée est le deuxième grand pilier du pouvoir avec Castro et le Parti. Et le deuxième grand employeur, surtout dans le tourisme. L'entreprise hôtelière d'Etat Cubanacán, par exemple, est un des groupes les plus importants avec 40 % des revenus du secteur et qui, en 2008, possédait 15 compagnies, 23 entreprises mixtes, dont certaines à l'étranger.

Pour un renouveau du mouvement ouvrier

S'il y a eu de quoi être enthousiasmé par Cuba tenant tête à la première puissance mondiale pour se soustraire à la pression impérialiste, son évolution a été dans le sens inverse. Les relations avec les USA se sont récemment rouvertes. Non sans certaines résistances, dont celle des élites cubaines, divisées entre celles qui, autour de l'armée, aspirent le plus à la réintroduction du capitalisme, et celles de la bureaucratie rentière, présente surtout dans le parti, qui se sentent menacées par tout changement, y compris par la fin du blocus et l'ouverture aux États-Unis. Toutes deux étant d'accord pour vivre sur le dos et les libertés du peuple cubain.

Cette période que le gouvernement appelle « actualisation du socialisme », passera un cap décisif avec la retraite de Raúl Castro, dernier des « douze » barbudos encore en vie. Ira-t-on vers une sorte de « modèle sino-vietnamien », à savoir un modèle de croissance capitaliste ouvert sur le marché mondial avec à sa tête un parti unique, ou le régime issu de la révolution va-t-il s'effondrer ? Cela dépend pour beaucoup du peuple lui-même, de ce qui peut rester dans les consciences des luttes passées. Cela dépend aussi, et surtout, de l'attitude des USA et de Trump. De toute évidence, ce dernier continuera la politique de rapprochement avec Cuba à laquelle même les descendants des Cubains les plus conservateurs de Miami ne s'opposent plus. Mais il est probable qu'il associe cette normalisation capitaliste à une politique visant à liquider le régime castroïste, à se venger de ce peuple qui ose le défier.

De puissantes sociétés américaines telles qu'American Airlines ou Caribbean Cruisers ont bien l'intention de continuer à développer leur intervention à Cuba et l'ouverture et la soumission au marché peut être un instrument politique efficace pour extirper de la société cubaine le souvenir de la révolution.

Si la révolution cubaine a transformé la vie de toute la population de l'île et apporté des acquis auxquels les travailleurs tiennent encore, cela a été le fait de la mobilisation par en bas de tout un peuple. Les dirigeants castristes n'ont jamais cherché à ce que celui-ci exerce directement le pouvoir. Le castrisme ne s'est jamais fixé l'objectif, tant vis-à-vis des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes que vis-à-vis de la classe ouvrière américaine, même de sa composante afro-américaine en lutte dans les années 70, d'être un parti œuvrant à l'émancipation internationale des masses par elles-mêmes.

L'impasse du nationalisme, même conséquent, a pris le visage du bureaucratisme, de la gabegie, de l'essor du marché noir, des privilèges, du manque de libertés politiques et syndicales, de la dictature sur la population la plus pauvre.

Le renouveau démocratique ne peut venir des dirigeants cubains. Il ne viendra pas non plus de l'économie de marché qui pille les peuples à travers la mondialisation financière.

Une réelle démocratie vivante ne pourra être que révolutionnaire, elle viendra de l'intervention directe et démocratique des masses, du prolétariat, ayant une claire conscience que leurs intérêts sont ceux de tous les opprimés, dans une perspective internationaliste.

Aujourd'hui, les villes ont un poids bien supérieur à ce qu'il était dans les premières années de la révolution ;

parmi toute une génération, la mémoire des années révolutionnaires est encore vivante, l'anti-impérialisme bien réel.

La jeunesse qui, au 21ème siècle, ne peut accepter les restrictions tant économiques que sociales et démocratiques, qui aspire à une vie moderne et épanouie, avec le droit de sortir du pays, à toutes les libertés politiques, sans idoles, sera la génération qui conquerra l'égalité, le bien-être et la démocratie.

Aujourd'hui, l'évolution du processus cubain s'inscrit dans une nouvelle période où les antagonismes de classe sont simplifiés, la question nationale, même si elle n'a pas été réellement résolue -et ne pouvait pas l'être-, a cédé la place à la question sociale et démocratique. Partout dans le monde, la progression du marché et de la concurrence engendre l'aggravation des inégalités, la misère, censure toute démocratie, soumet les travailleurs et les peuples à la dictature destructrice du capital. Partout, elle suscite la révolte, ruine les mystifications, encourage l'aspiration à un socialisme moderne sans parti unique, chef militaires ni Líder Máximo, à la dignité et la liberté pour lesquelles les masses de Cuba se sont dressées au nez et à la barbe de l'impérialisme le plus puissant.

La révolution cubaine demeure l'illustration de la force des masses quand elles osent se battre pour elles-mêmes, ce sont elles qui font l'histoire bien plus que les grands hommes qui, au final, les soumettent à leurs propres ambitions. L'avenir, à Cuba comme ailleurs, dépend d'elles, des luttes de classe mondiales, de l'internationalisme, en toute conscience.

Mónica Casanova

Un tournant de la mondialisation ou l'exacerbation des tensions entre les classes et les nations

Une quinzaine de jours avant de devenir candidat à la candidature, Valls publiait dans les *Echos* une tribune intitulée « *Il faut répondre aux dégâts de la mondialisation* ». Sans entrer dans le détail de son texte, son titre suffit à constater le changement de discours vis-à-vis d'une mondialisation vantée jusqu'il n'y a pas si longtemps comme « heureuse »...

Du point de vue des ambitions personnelles du futur candidat, il s'agit bien évidemment d'aller dans le sens du poil d'un électorat qui sera d'autant plus difficile à convaincre qu'il a largement fait la douloureuse expérience de cette prétendue « mondialisation heureuse » et de la responsabilité de Valls dans cette affaire. Et ce qui tracasse d'ailleurs Valls au premier degré, ce sont les victoires des « populismes », Brexit, Trump..., les conséquences, dit-il, de ces « *dégâts de la mondialisation* » qu'il décrit dans son texte... tout en faisant comme s'il n'y était pour (presque) rien !

Mais ni les discours de Valls ni ceux qu'a pu tenir Trump au cours de la campagne présidentielle aux États-Unis ne peuvent être réduits à leur dimension électoraliste. En dirigeants politiques responsables devant les véritables dirigeants économiques de la société, leurs déclarations reflètent les changements qui s'opèrent dans les stratégies politiques et économiques aux sommets des États et des institutions financières.

Quels changements ?

Presque une décennie après le déclenchement de la banqueroute de 2007, les politiques censées y mettre un terme n'ont conduit qu'à l'approfondir et préparer de nouveaux effondrements. La BCE publiait le 24 novembre un communiqué de presse concernant une évaluation récente de la situation économique internationale, sous le titre : « *la réévaluation des risques à l'échelle mondiale compromet la stabilité financière* ». Parmi les causes de ces risques sont citées « *l'incertitude politique* », « *la modification attendue des politiques menées par les États-*

Unis », les « importantes vulnérabilités qui subsistent pour les banques de la zone euro ». Banques italiennes, mais aussi la Deutsche Bank, menacées de faillite par les masses de « créances douteuses » qu'elles ont entassées dans leurs coffres...

C'est l'aveu que les politiques de taux bas, voire négatifs, les injections de milliers de milliards dans le système bancaire européen qu'a pratiqués et pratique toujours la BCE pour soi-disant relancer le crédit nécessaire aux investissements dans les entreprises, « relancer l'offre », sont un échec.

« Relancer par l'offre », c'est aussi le mot d'ordre au nom duquel les gouvernements ont mené leur politique économique : casser les droits du travail et les salaires pour que les entreprises puissent baisser leurs coûts de production, verser des dizaines de milliards à ces mêmes entreprises sous prétexte de les aider à se moderniser, le tout censé leur permettre de gagner des parts sur un marché international ouvert à la libre concurrence. Le résultat est un recul social sans précédent, l'aggravation du chômage, de la précarité, de la pauvreté dans les pays riches, avec pour conséquence la diminution globale du pouvoir d'achat, le recul du marché solvable, une économie en stagnation. De l'autre côté, les milliards sont allés gonfler les dividendes, se sont précipités dans la folie de la spéculation et des mécanos de la dette... L'échec est là aussi patent, non pas du point de vue des profits d'une minorité, mais du point de vue général de la stabilité du système capitaliste.

Alors les politiques keynésiennes, celles de la « relance par la demande » font leur retour, y compris dans la bouche d'un libéral bon teint comme Trump qui se propose de lancer de vastes chantiers d'État, dont celui de la restauration des infrastructures de transport des États-Unis. Sur le papier, le plan est simple : les milliards injectés pour financer ces travaux créeront des emplois et donc des salaires, de la demande solvable pour les biens et les produits de consommation courante, réactivant ainsi l'ensemble de l'appareil de production « national »... A condition, bien sûr, que ces produits de consommation courante ne puissent venir de « l'étranger ». C'est pourquoi ce retour aux politiques keynésiennes s'accompagne d'un retour au protectionnisme, les droits de douane devant protéger les « produits du pays » de la concurrence des « produits étrangers ».

Un autre risque pointé par le rapport de la BCE vient de la hausse probable des taux d'intérêt US. Elle se répercuterait nécessairement sur l'ensemble des marchés financiers, avec pour conséquence, entre autres, « d'accentuer la vulnérabilité » de certains pays comme de certaines banques ou grandes entreprises du fait de leur niveau d'endettement.

On peut y voir certainement un lien avec le bruit qui a été fait dans la presse autour d'un prétendu « allègement de la dette » que la Grèce doit aux « mécanismes » mis en place par les États européens. Tout le monde admet aujourd'hui, FMI compris, que le pays, saigné à blanc, ne sera jamais capable de rembourser cette dette. Elle conti-

nue pourtant de grandir, atteignant 180% du PIB, les intérêts constituant un fardeau terrible pour la population grecque et un facteur de régression économique. Les institutions européennes se sont cependant contentées de prolonger d'une dizaine d'années la durée prévue pour le remboursement complet, ce qui a certes pour effet de diminuer un peu le poids des intérêts, mais sans rien régler sur le fond.

La Commission européenne a également assoupli ses exigences vis-à-vis des budgets des États membres, qui sont soumis à son contrôle avant, puis après exécution. C'est ainsi qu'elle a accepté de valider sans sanction les budgets réalisés par l'Espagne, dont le déficit public s'est élevé pour 2015 à 5,1 % du PIB, bien au dessus des 4,2 % attendus, et par le Portugal (4,4 au lieu de 2,7), tout comme le budget prévisionnel de l'Italie pour 2017, calé sur une prévision de 2,3 % de déficit au lieu des 1,8 % recommandés par la Commission.

Des « retournements »... sans issue

Le rapport de la BCE fait, à juste titre, des changements de politique aux USA un facteur essentiel des bouleversements en cours. Les États-Unis sont restés, depuis la deuxième guerre mondiale, la première puissance mondiale. Ils l'ont fait en prenant sous leur aile les puissances impérialistes européennes et japonaise, leur imposant leur hégémonie tout en leur donnant la possibilité de continuer leur existence de « grandes puissances ». Au début des années 1980, les États-Unis et leur plus proche partenaire, la Grande Bretagne, lançaient le virage de la mondialisation libérale impérialiste, à laquelle ne pouvaient que se rallier les autres grandes puissances. Une quarantaine d'années plus tard, les États-Unis se trouvent confrontés à une nouvelle réalité, née de cette politique. Bien que toujours première puissance économique mondiale, ils ont face à eux un nouveau concurrent, la Chine, qui les contraint à un nouvel affrontement sur fond de ralentissement économique généralisé et d'exacerbation de la concurrence. C'est sur cette base que se négocient les nouveaux rapports de force internationaux.

Au cours de sa campagne, Trump avait clairement désigné « l'ennemi sur l'emploi » : la politique commerciale de la Chine et les délocalisations industrielles. Les combattre, avait-il ajouté, « ce doit être comme une guerre pour nous ». La politique de libre échange, arme pour la bourgeoisie US tant que son hégémonie économique était indiscutable, s'est aujourd'hui retournée contre elle. Place à l'arme du protectionnisme...

Les « partenaires européens » n'ont pas trouvé, au cours de ces décennies, la force de construire une véritable puissance européenne, dotée d'un État capable de lui conférer une cohérence politique à la hauteur des enjeux économiques mondiaux. L'Union européenne est le « maillon faible » de l'économie mondiale « avancée ».

Elle se retrouve de surcroît menacée d'être abandonnée à son sort par les États-Unis, du fait de leur changement de stratégie politique internationale, en particulier sur le plan militaire. L'OTAN constituait jusqu'à maintenant, sous

couvert de défendre les « alliés européens » des menaces venues de l'Est, un positionnement privilégié de l'armée des États-Unis dans le cadre de sa stratégie de contrôle du monde. Mais l'adversaire principal a changé d'adresse... Les États-Unis organisent aujourd'hui prioritairement leur défense par rapport aux perspectives d'extension de la Chine, dans la zone du Pacifique. Ils ne veulent ou ne peuvent plus assumer le coût que représente l'OTAN dont les frais de fonctionnement reposent aujourd'hui pour une large part sur leur budget. D'où ce rappel brutal de Trump : les Européens devront mettre la main à la poche...

Cela a incité ces derniers à sortir des cartons un vieux projet de construction d'une Défense européenne. C'est le va-t-en guerre Hollande qui s'y est collé, au sommet européen de septembre à Bratislava : « *Si les États-Unis font le choix de s'éloigner, l'Europe doit être capable de se défendre par elle-même. Pour l'UE, la défense c'est le défi. Il s'agit de peser sur le destin du monde, de se doter d'une capacité de projection (...) et d'assurer sa défense, pour la France comme pour l'Europe* ». Personne ne peut évidemment dire ce qu'il adviendra de ce projet. Toujours est-il que Hollande, Merkel et quelques autres voudraient bien pouvoir continuer à « *peser sur le destin du monde* ». C'est-à-dire participer à la redistribution des rapports de forces qui se jouent actuellement au Moyen Orient, sur les champs de bataille d'Alep et de Mossoul. L'incapacité des USA à maîtriser eux-mêmes le chaos que leur politique a engendré les contraints à s'allier avec d'autres puissances bien moins prévisibles que les alliés traditionnelles d'Europe et qui développent leur propre stratégie, Russie, Iran, Turquie... L'Allemagne et la France en particulier voudraient tirer leur épingle de ce jeu sanglant.

L'inévitable purge financière

Sur le plan financier, la perspective est donnée par le rapport de la BCE cité plus haut. Toutes les conditions pour que se produise, à partir cette fois des banques européennes, un nouvel effondrement financier se répercutant à l'ensemble de l'économie mondiale semblent aujourd'hui rassemblées, ce qui n'empêche d'ailleurs pas la Bourse de connaître une nouvelle « phase d'exubérance »...

Parmi les facteurs pouvant déclencher l'effondrement du château de cartes, la BCE note la « montée des inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette des emprunteurs souverains et du secteur privé non financier dans un contexte de faible croissance nominale, si l'incertitude politique entraîne un blocage des réformes à l'échelle nationale et européenne ».

Ces réformes, on les connaît pour les subir depuis des dizaines d'années. Parmi bien d'autres, celles qui touchent aux retraites reviennent régulièrement sur le tapis, Fillon a dit son intention de repousser l'âge de départ à 65 ans. Un recul qui s'ajoutera aux précédents et dont un rapport récent du Ministère des Affaires sociales permet de mesurer une partie des conséquences sociales : pour la « génération 1980 », les deux dernières réformes (Woerth 2010, Touraine 2014) auront pour effet une baisse de 2 ans de la durée de vie passée à la retraite, et une baisse moyenne

de 4,5 % des sommes perçues au cours de ces années (6 % de moins pour les retraites les plus basses)...

Mais qu'importe si ces réformes sont des facteurs de régression pour les travailleurs et les peuples. Et qu'importe, en fin de compte, que cette régression sociale, conséquence de la course permanente à l'accumulation des profits, devienne en retour une des causes de l'aggravation de ce « *contexte de faible croissance* » que la BCE pointe dans son étude...

L'ensemble des dirigeants politiques et économiques a parfaitement conscience du cercle vicieux dans lequel sont condamnées à évoluer leurs politiques, le plus court chemin vers le krach annoncé. Jeudi 8 décembre, la BCE devait faire l'annonce d'éventuels ajustements des taux d'intérêts ainsi que le prolongement ou pas du plan massif d'achat aux banques de « créances douteuses » initié en 2015 et qui devait s'arrêter en mars 2017. Mario Draghi a annoncé son prolongement jusqu'en décembre 2017, mais avec une diminution, à partir d'avril, de 80 à 60 milliards tandis que les taux d'intérêts restent inchangés au niveau le plus bas de leur histoire. Voilà donc les outils dont ils disposent face aux errements d'un système financier devenu hors contrôle. Rachats massifs de titres pourris, relance budgétaire, contrôle des taux d'intérêts et de l'inflation, ne font qu'accentuer la course folle à la spéculation qui continue d'accumuler sans fin ces mêmes « créances douteuses ». Ils accentuent en même temps la récession économique, qui se traduit à son tour par le retour au protectionnisme, l'exacerbation de la concurrence internationale et de son corollaire, la montée des tensions entre les nations, la militarisation et les guerres...

Cette fuite en avant destructrice, cette folie du système, ont pour drogue la recherche permanente, par une masse de capitaux qui ne cesse de croître, de profits nouveaux, de plus-value. Ils le font à travers une concurrence et une exploitation acharnées. A travers également la recherche permanente de terrains nouveaux où investir, de nouveaux travailleurs à exploiter, de nouveaux marchés pour réaliser leurs profits. C'est ce moteur qui a poussé le capitalisme, au cours de son histoire, à repousser toujours plus loin la « frontière » de son expansion territoriale. Jusqu'au point limite, qui englobe aujourd'hui la Chine, selon une expression de François Chesnais, qui écrit : « *Nous atteignons un point crucial dans l'histoire du monde, celui où le capitalisme atteint ses limites absolues* ».

Ils voudraient bien éviter le krach, la dévalorisation de capitaux qui ne rapporteraient plus leur part de profits, mais ils ne font que repousser le moment par des expédients... Plus dure sera la chute...

Donnons leur raison de craindre les « incertitudes politiques »...

Pour justifier la « souplesse » de la Commission européenne vis-à-vis des budgets européens qui ne respectent pas les normes, son vice-président, Valdis Dombrovskis, a déclaré : « *Notre rôle est de renforcer la reprise économique [...] reprise trop fragile à l'heure actuelle pour contenir le chômage et la pauvreté à un niveau tenable* ». A quoi

le Commissaire aux affaires économiques et financières Pierre Moscovici ajoutait : c'est « *une urgence, et même un devoir face à la montée des populismes* »...

A la crainte de krach s'ajoute la crainte de l'« *incertitude politique* » pour la BCE, de la « *montée des populismes* » pour Moscovici... Ils voudraient bien « contenir le chômage et la pauvreté à un niveau plus tenable »... mais toutes leurs « réformes » aboutissent à l'exact contraire, à l'exacerbation des tensions entre les classes et leur cortège de conséquences.

Sur le plan institutionnel, la machine « démocratique » qui a si bien su associer la dite « gauche de gouvernement », prétendue « représentation des opprimés », au maintien des conditions de l'exploitation de classe, s'est grippée. Détournant la colère sociale de son véritable adversaire, le capitalisme sans frontière, les courants « souverainistes » et « nationalistes » prolifèrent, prônant en guise de remède l'impasse d'un retour à la protection des frontières nationales. Le succès qu'ils rencontrent sur le terrain électoral bouscule la donne, met des bâtons dans les rouages jusqu'à maintenant bien huilés de l'alternance. D'où la guerre verbale que mènent les « grands partis »

aux « populismes »... non sans leur emboîter le pas dans la démagogie xénophobe et réactionnaire.

Mais, comme l'écrit la BCE, leur véritable crainte provient de ce qui pourrait « bloquer ses réformes ». Autrement dit de la probable mobilisation des travailleurs et des peuples contre des conditions de vie qui ne sont plus « tenables ». Le mouvement contre la loi travail, même s'il n'a pas abouti à imposer son retrait, est une illustration bien concrète, parmi bien d'autres, du fait qu'à travers l'exacerbation des tensions sociales se préparent les évolutions des rapports de force sociaux. La conscience se construit de ce que la seule façon d'en finir avec les régressions sociales, c'est de prendre, collectivement, la défense de nos intérêts en main.

Cela définit en même temps nos tâches de militants anticapitalistes : aider cette conscience de classe naissante à aller jusqu'au bout de sa démarche, jusqu'à poser la question du pouvoir politique, autrement dit de la prise de contrôle de la société par les travailleurs. Cette perspective est au cœur de notre campagne autour de la candidature de Philippe Poutou.

Daniel Minvielle